

Xénophobie business

Claire Rodier

La Découverte

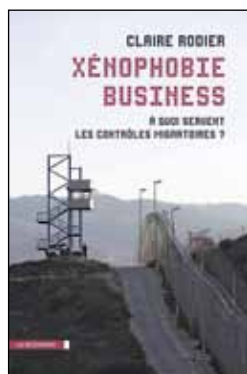
Octobre 2012

200 pages, 16 €

Comment, dans un contexte idéologique et politique qui postule l'immigration comme une menace, à tout le moins comme un sujet polémique, qui nie le phénomène migratoire comme une conséquence prévisible des grands bouleversements mondiaux ou de l'appel fait après guerre à la main-d'œuvre étrangère, et alors que les gouvernants proclament haut et fort la nécessité impérieuse de protéger nos frontières et ce, comme le souligne malicieusement l'auteure, Claire Rodier, sans jamais y parvenir, comment donc, n'est pas ou guère posée, analysée, débattue, la question pourtant évidente et première : à quoi servent les contrôles aux frontières ? A quoi servent-ils vraiment ?

C'est cette évidence, qu'elle interroge. C. Rodier explique qu'« il est difficile de concevoir un verrouillage des frontières totalement hermétique pour les "clandestins" sans compromettre la circulation des biens, des capitaux, des marchandises, en résumé de tout ce dont la mondialisation se nourrit. Ensuite, il n'est pas certain que, malgré la fermeté de certains discours, le but poursuivi soit vraiment de les maintenir, tous, hors des frontières. Les économies des pays industrialisés ne peuvent se passer d'un volant de main-d'œuvre flexible et exploitable : les sans-papiers répondent à ce besoin. [...] »

En dépit de ce constat, dans un monde où, de surcroît, les déplacements s'amplifient, de nouveaux dispositifs de contrôle migratoire se créent et se multiplient sans cesse, dispositifs dont l'efficacité n'est pas questionnée. Plus encore, tout se passe « comme si chaque nouveau dispositif de contrôle mis en place n'avait pour utilité que de révéler les failles et les lacunes des précédents, et pour finalité de justifier les suivants ». L'auteure sou-



tient que l'économie sécuritaire, définie comme celle qui tire profit des dispositifs de plus en plus sophistiqués de contrôle des frontières, est un moteur puissant, si ce n'est le principal, des politiques de lutte contre l'immigration. Dans le « grand marché de la sécurité », la gestion de l'immigration tient ainsi une part croissante. Plus grave peut-être, la sécurité intérieure devient, en Europe, un marché, tandis que dans le monde anglo-saxon, la détention des étrangers se révèle un « bon filon » ...

Si cette thèse a pu être pressentie, ou dénoncée, elle est ici démontrée, établie, étoffée, exemples à l'appui, et le constat n'en est que plus accablant, le cynisme plus évident.

Contrôles migratoires et « profits »

C. Rodier s'attaque ensuite aux fonctions idéologiques des contrôles migratoires. Face à l'invasion des migrants nécessairement prédateurs et à l'augmentation de la délinquance forcement étrangère, la logique du bouc émissaire est exploitée à l'envi. L'auteure l'assène avec force : « Dans le contexte de crise économique et sociétale qui marque le début du siècle, la "manipulation de l'incertitude" [...] permet au pouvoir, incapable d'apporter des solutions aux problèmes de la population, d'asseoir son autorité [...] en lui désignant des coupables – ceux qui veulent franchir nos frontières ». Soit les immigrés.

En outre, les contrôles migratoires présentent une dimension géopolitique, en constituant une place non négligeable dans les discussions politiques et les négociations stratégiques. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'externalisation de la gestion des passages frontaliers, qui est « sous-traitée » aux pays d'où partent les migrants. En témoignent les tractations de l'UE et de l'Italie avec la Libye, à qui est dévolu le rôle de garde-frontière de l'Europe, ou les accords migratoires passés par les pays riches avec ceux d'où partent les migrants. Ainsi, le contrôle de l'accès au ter-

ritoire de l'Union européenne ne commence pas en Grèce mais en Turquie, plus en Espagne mais au Maroc, en Mauritanie ou au Sénégal. Ce faisant, perdure « un rapport de force multiforme, dont la colonisation a été l'emblème : la domination par la frontière ».

Le décryptage de profits d'ordre politique, idéologique ou économique des mécanismes de contrôle aux frontières ne doit pas masquer son coût. Le bilan des dépenses engendrées par la gestion des contrôles migratoires reste à faire mais, comme le souligne l'auteure, le plus important et probablement le moins connu est son coût humain.

Claire Rodier conclut : « Lorsqu'ils ne sont pas totalement ignorés, c'est au mieux sur le mode passionnel que les médias ou les responsables politiques traitent des drames humains liés à la migration irrégulière. En général, pour regretter l'inconscience de celles et ceux qui prennent des risques inouïs pour déjouer les contrôles ou, plus souvent, pour désigner du doigt les passeurs et les trafiquants comme les seuls responsables. Il est temps de mettre en perspective l'hypocrisie de ce discours, les vrais ressorts des contrôles migratoires et leur impact en termes d'efficacité au regard de ces conséquences dramatiques. »

Stéphanie Calvo,
co-responsable du groupe
de travail « Prison » de la LDH